



DECLARATION LIMINAIRE

CAPL 3

27/06/2017

Monsieur le Président,

Pour Force Ouvrière, le Service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

La Fonction publique et le Service public se trouvent aujourd'hui mis à mal par une vision libérale de la société et par les politiques d'austérité.

C'est pourquoi FO défend la Fonction publique et ses agents, le Statut général et les statuts particuliers.

Au nom de l'exemplarité subie par les personnels, la DGFIP poursuit son travail de destruction méthodique du réseau et d'abandon programmé de missions en accélérant les fusions, restructurations, fermetures et suppressions de sites et de postes avec comme conséquence directe un éloignement physique d'une frange de la population fragilisée et des élus locaux.

Le CTL du 5 juillet viendra malheureusement apporter son nouveau lot de désolation et de désillusions.

Comme si cela ne suffisait pas, dans le cadre du dialogue social, le Directeur général a décidé de mener une attaque sans précédent en revisitant unilatéralement les **règles de fonctionnement des instances paritaires** en cours de mandatures. Ces règles qui avaient été négociées, acceptées et actées lors de la fusion.

Les 2 grands changements sont :

- le temps de préparation et de compte rendu sont divisés par 2, ce qui porte atteinte au travail de nos élus quant à la défense des dossiers personnels des agents,
- les suppléants ne sont plus remboursés de leur frais de déplacement. La DG se défait de ses engagements sur les organisations syndicales qui devront prendre en charge ces frais.

Ces nouvelles mesures, mises en place en cours de mandature, ont donc été imposées et sont la traduction du peu de considération accordée au dialogue social, pourtant tant vanté, en affichage, par la classe politique comme par les directeurs administratifs exécutants.

Réduire le temps accordé aux élus pour la préparation et le compte rendu des CAPL ne peut que dégrader définitivement la capacité des délégués syndicaux représentants du personnel à défendre les droits individuels des agents. C'est nier le travail et le rôle des représentants des personnels et un manque de respect vis à vis des collègues que nous représentons et qui nous ont élus.

Les suppléants n'agissaient pas jusqu'ici en CAPL comme des potiches !!!

En outre, il est nécessaire que les suppléants s'imprègnent totalement des travaux des CAPL, afin d'acquérir l'expérience indispensable à la défense des personnels dans le cas où les titulaires seraient empêchés. **Ces nouvelles règles nuisent donc, et avant tout, aux agents !**

Il est clair que les nouveaux règlements intérieurs imposés par notre Directeur général sont simplement destinés à empêcher les élus des personnels que nous sommes, de pouvoir préparer les réunions institutionnelles et travailler de manière constructive.

La réduction du temps de préparation alloué aux représentants et le non-remboursement des frais aux suppléants n'ayant pas voix délibérative restreint grandement l'exercice de la représentation des personnels .

Pour FO-DGFIP, par ce règlement intérieur, l'administration affiche clairement sa **volonté d'affaiblir les syndicats pour permettre l'accélération des fusions et des suppressions de services et d'emplois.**

Les élus, suppléants et l'expert FO DGFIP 67 exigent le retrait de ces nouvelles dispositions et voteront bien évidemment contre le nouveau règlement intérieur.

S'agissant des **mutations**, au-delà du contexte général rappelé en début de déclaration liminaire, c'est surtout la pénurie d'effectifs qui est criante puisque depuis 2002, notre administration a vu ses effectifs réduits de plus de 30 000 agents. Ces suppressions représentent 60 % de l'ensemble de celles de la Fonction Publique d'État. Les boucs émissaires des Finances en ont ras le bol !

C'est un véritable plan social qui ne dit pas son nom et qui asphyxie totalement les services, avec des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des collègues

Les annonces de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires nous éloignent encore un peu plus de la sortie du tunnel et nous fait craindre le pire quant à l'appel des listes complémentaires.

Pour FO DGFIP, ces décisions sont totalement irresponsables.

D'ores et déjà, FO DGFIP revendique l'appel de l'ensemble des listes complémentaires B et C afin de combler partiellement le déficit chronique du nombre d'agents.

FO DGFIP exige à minima le comblement des emplois à hauteur des vacances et un recrutement permettant d'assurer un service public de qualité et de meilleures conditions de travail pour les collègues.

Années après années, le nombre des vacances d'emplois s'est accru.

Il a fallu atteindre 64 vacances d'emplois pour la seule catégorie C pour que la Direction générale se penche enfin sur la situation du Bas-Rhin et se décide à faire quelque chose !

Ainsi, 40 agents stagiaires sont affectés dans le Bas-Rhin à la sortie de l'ENFIP.

Mais pour autant tout n'est pas réglé pour les services.

Pour autant, tout n'est pas rose car le volume d'agents à la disposition (ALD) explose et constitue des situations préjudiciables pour ces collègues !

Les collègues ALD sont devenus la variable d'ajustement pour combler de façon non pérenne les vacances d'emplois dans les postes et services.

Nous en voulons pour preuve les arrivées en mutation 2017 : sur 53 arrivées, 40 sont ALD et 13 seulement bénéficient d'une affectation sur poste fixe...nous ne pouvons accepter ce mode de gestion !

FO DGFIP 67 rappelle son attachement à des règles de gestion qui profitent à tous les agents :

- Une affectation la plus fine possible
 - 2 véritables mouvements par an ainsi qu'un mouvement spécifique sur poste
 - Le rétablissement du droit au retour dans le département pour les agents promus de C en B
 - Le classement des demandes prioritaires à l'ancienneté du fait générateur
 - La possibilité donnée aux stagiaires de participer au mouvement complémentaire dès lors qu'ils demandent un rapprochement interne ou externe,
- avec, en préalable, l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes à hauteur des besoins des services.